

COMMUNIQUÉ

Bac pro : 40 ans ! Et maintenant ?

Avancée des examens en mai, désorganisation complète des lycées en juin, perte de 170 heures de cours, la réforme du baccalauréat professionnel imposée à marche forcée renforce la relégation scolaire et sociale de ses élèves. Après une préparation sous pression et incomplète pour les examens, le constat est clair : le parcours différencié est un échec, avec des élèves qui n'y trouvent pas d'intérêt - l'absentéisme explose - et une remise en cause du métier des professeur·es de lycée professionnel qui subissent cette mascarade.

Créé en 1985, le baccalauréat professionnel devait répondre au besoin d'élévation du niveau de qualification et permettre de dispenser une formation professionnelle jusqu'à 18 ans en permettant de poursuivre après un CAP ou un BEP jusqu'au baccalauréat. Le tout avec une double finalité, avoir le choix entre s'insérer professionnellement dans de meilleures conditions ou de poursuivre ses études dans le supérieur. Or ces dernières années, de réformes en réformes, le bac pro est dévalorisé, à rebours de l'intérêt des élèves et d'une amélioration des conditions de travail des personnels.

Sous les quinquennats d'E. Macron, l'objectif des réformes des lycées professionnels est de les transformer sur le modèle de l'apprentissage, modèle plébiscité par le patronat et une partie de la classe politique, au détriment d'une formation globale et structurante pour les jeunes. L'offre de formations professionnelles scolaires serait dictée par les besoins immédiats des entreprises locales, réduisant la formation à une simple réponse aux pénuries de main-d'œuvre, plutôt qu'à l'acquisition de savoirs professionnels et d'une culture générale solides. Lors des Ateliers de la voie professionnelle 2025 des 12 et 13 juin, plusieurs intervenant·es ont d'ailleurs rappelé l'utopie de l'adéquationisme formation-emploi. Ces deux journées ont également mis en lumière les attaques contre le bac pro depuis une vingtaine d'années : diminution du temps de formation et augmentation du temps en entreprise, réduction des savoirs et savoir-faire au profit de compétences parfois très vagues et qui renforcent la reproduction sociale, développement de l'apprentissage avec le mixage des publics...

Disqualifiés par le Président de la République alors qu'ils ont contribué et contribuent encore à la démocratisation scolaire et à l'élévation du niveau de qualification, les lycées professionnels subissent des attaques pilotées par une vision budgétaire et réactionnaire de la formation professionnelle initiale. Les dispositifs déployés ces dernières années réduisent les enseignements, renforcent l'orientation précoce voire la déscolarisation des plus fragiles, à l'opposé des défis qui s'imposent, des besoins éducatifs et de la possibilité d'une émancipation citoyenne.

Pour le SNUEP-FSU, il est grand temps que la voie professionnelle des lycées soit renforcée avec des moyens dédiés ! Pour répondre aux enjeux industriels, écologiques et sociaux de demain, notre pays a besoin de jeunes formé·es et qualifié·es donc de politiques scolaires ambitieuses à leur service.

Et maintenant ? Pour stopper la catastrophe scolaire de cette année de terminale bac pro, le SNUEP-FSU exige le retour des examens en juin et l'abandon du parcours différencié.

Déterminés à gagner, défendre et proposer

